

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement SUD
2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

Perpignan, le 29/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPAGNIE VINICOLE DES RIVESALTES BOURDOUIL

23 AVENUE ALFRED SAUVY
ZONE DU MAS DE LA GARRIGUE NORD
66600 Rivesaltes

Références : 2026 – 065 – PR/EX
Code AIOT : 0006601488

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement COMPAGNIE VINICOLE DES RIVESALTES BOURDOUIL implanté 23 AVENUE ALFRED SAUVY ZONE DU MAS DE LA GARRIGUE NORD 66600 Rivesaltes. L'inspection a été annoncée le 23/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'Action Nationale 2026 "état des stocks" complété par l'Action Régionale 2026 "entrepôts". La connaissance des matières présentes sur un site par les exploitants est essentielle, d'une part, pour s'assurer que les mesures techniques mises en place sont adaptées et, d'autre part, pour informer les services d'incendie et de secours en cas d'incendie. A la suite du retour d'expérience de l'incendie du 26 septembre 2019 impliquant l'usine Lubrizol et les entrepôts exploités par la société Normandie Logistique, les dispositions concernant l'établissement et la mise à jour d'un état des matières stockées sur les installations de stockages de matières combustibles ont été renforcées.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation "ICPE".

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection. Une copie du rapport doit par ailleurs être transmise à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPAGNIE VINICOLE DES RIVESALTES BOURDOUIL
- 23 AVENUE ALFRED SAUVY ZONE DU MAS DE LA GARRIGUE NORD 66600 Rivesaltes
- Code AIOT : 0006601488
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Compagnie Vinicole de Rivesaltes (CVR) BOURDOUIL, spécialisée dans le négoce et l'élaboration de vins, vins doux naturels, de vins de liqueurs et de vins d'apéritifs, est une filiale de la Compagnie financière européenne de prises de participation (COFEPP), second groupe français dans le secteur des spiritueux.

Historiquement, la CVR BOURDOUIL est issue de la création d'un négoce de vins par la famille BOURDOUIL, en 1946 à Rivesaltes. Dans les années 60, ce négoce est racheté par les frères DAURÉ basés à Perpignan. En 1985, que la société prend le nom actuel de CVR BOURDOUIL, lors du déménagement du site de Perpignan sur celui de Rivesaltes. En 1989, la majorité des parts de la société sont cédées au groupe Val d'Orbieu. A partir de 1996, le groupe Val d'Orbieu vend progressivement ses parts à la COFEPP qui détient aujourd'hui 100% de la société. En 2004, la COFEPP fait construire de nouveaux bâtiments plus grands et adaptés, dans la zone industrielle nord de Rivesaltes. Enfin en 2006, le groupe prend possession de la maison sétoise Clarac & Clauzel avec son transfert à Rivesaltes.

Le groupe qui produit annuellement près de 230 000 hl est certifié IFS (International Food Standard) depuis avril 2008, basée sur la norme ISO 9000/2000, qui reprend les principes de l'HACCP et les principes de bonne conduite de fabrication.

Les installations et le siège social de la CVR BOURDOUIL sont situés au mas de la Garrigue, rue Alfred Sauvy à Rivesaltes. Le site accueille également depuis 2014 l'entrepôt et l'embouteillage de la COFEPP par sa filiale dénommée Nouvelle Société de Conditionnement Rivesaltaise (NSCR). L'ensemble appartient à la COFEPP qui met à disposition les installations à ses 2 filiales. Le bénéfice de l'autorisation réglementant l'ensemble des installations ICPE est au profit de la CVR BOURDOUIL.

Administrativement, la cave et ses annexes est réglementée par les actes suivants :

- Arrêté préfectoral n°1971 du 23 juin 2003 autorisant la CVR Bourdouil à exploiter une installation d'élevage, d'élaboration et de commercialisation de VDN, de vins de liqueur et d'apéritifs à base de vin sur le territoire de la commune de Rivesaltes (Acte de référence).
- Arrêté préfectoral n°2013023-0001 du 23 janvier 2013, modifiant et complétant les prescriptions de l'arrêté n°1971 du 23 juin 2003.
- Récépissé de déclaration de bénéfice de droits acquis n°20160045 du 6 mai 2016 pour la rubrique 4755-2b
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-109-0002 du 18/04/2024 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°1971 du 23 juin 2003

Thèmes de l'inspection :

Au regard de la situation administrative des installations ou de l'entrepôt impliqué et de l'évolution des événements de l'incendie de Rouen, les objectifs d'une visite d'inspection d'un établissement sont de vérifier :

1. que le régime ICPE correspond à la nouvelle appréciation des dangers de la rubrique 1510,
2. que le renforcement des exigences de sécurité soit respecté pour l'état des matières stockées,
3. qu'en cas de sinistre, il existe un accès rapide et aisé à l'information sur la localisation, les quantités et les dangers des combustibles stockés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	AN26 - Situation administrative au titre des ICPE 1510	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	AN26 - Etat des matières stockées (Déclaration 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	AR26 - Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	AR26 - Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	AR26 - Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Point complémentaire - Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/06/2003, article 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	AN26 - Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
5	AR26 - Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11
7	AR26 - Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
9	AR26 - Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
10	AR26 - Distances d'éloignement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 2.III
11	Point complémentaire - Modalités d'autosurveillance des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/06/2003, article 3.1.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 6 faits « avec suites administratives » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

L'inspection a mis en évidence une situation globalement satisfaisante en matière d'exploitation et de prévention des risques, mais plusieurs écarts documentaires subsistent.

Il apparaît nécessaire que l'exploitant confirme la situation administrative de l'entrepôt, justifie qu'il dispose d'un état des stocks exhaustif incluant les matières dangereuses, qu'il respecte la surface maximale des îlots de stockage, qu'il confirme la levée des observations issues du contrôle du système sprinkler, qu'il complète le plan de défense incendie et qu'il confirme la présence d'un dispositif anti-retour conforme sur le réseau du forage.

L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suite administrative demandant à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de présenter les mesures mises en place pour répondre aux écarts relevés, en retournant à l'inspection les fiches de constats dûment complétées pour la partie concernée, accompagnées des justificatifs permettant de lever ces écarts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AN26 - Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les différents documents prévus par le présent arrêté. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique. Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté en séance le dossier « ICPE » du site, permettant ensuite de confirmer la situation administrative au titre des installations classées et en particulier de la rubrique 1510. Les éléments du dossier sont numériques et gérés à distance par le service en charge des risques industriels du groupe COFEPP. Le dossier comporte les éléments réglementaires et notamment le rapport de l'assureur et l'étude de flux thermique (exigences nouvelles post incendie Rouen).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : AN26 - Situation administrative au titre des ICPE 1510

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : L'inspection a vérifié la situation administrative du site au regard de la rubrique 1510-2c « Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts », avec un volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ , en déclaration sous

contrôle.

La quantité de matière combustible susceptible d'être présente est de 645 tonnes répartie de la manière suivante :

<u>Matières combustibles</u>	<u>Tonnage stocké</u>
Alcool (lié aux vins)	480
Cartons	10
Plastiques (film)	5
Palettes en bois	150
Total	645

Le volume déclaré de l'entrepôt est de 42 690 m³. L'inspection a vérifié le régime de l'activité visée par la rubrique 1510 en procédant au calcul du volume de l'entrepôt.

Avec une emprise au sol du bâtiment de 11 408 m² comprenant un entrepôt constitué de deux cellules de stockage d'une surface totale de 7 624 m², la hauteur moyenne de 10 m révèle un volume théorique d'entrepôt de 76 240 m³, soit supérieur au seuil du régime déclaratif de 50 000 m³.

En l'absence de justificatif (exemple : plan de coupe du bâtiment) permettant d'obtenir le volume déclaré de 42 690 m³, la situation administrative de l'activité visée par la rubrique 1510 doit être clarifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La CVR Bourdoul doit confirmer le classement de l'activité de stockage de matières visée par la rubrique 1510, en justifiant le calcul du volume de l'entrepôt.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : AN26 - Etat des matières stockées (Déclaration 1510)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II

Thème(s) : Actions nationales 2026, 6. Etat des stocks

Prescription contrôlée :

II. - Dispositions applicables aux installations à déclaration :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks à la date de la visite. Issue d'une extraction informatique, l'état des stocks est disponible à tout moment et à distance.

<p>A la lecture du document, l'état des stocks (produits finis et matières sèches) paraît cohérent avec la quantité stockée.</p> <p>Les matières dangereuses présentes sur site sont de faibles quantités et ne sont pas représentatives des matières stockées dans l'entrepôt ; Elles sont liées à la maintenance des appareils et au nettoyage des cuveries. Les fiches de données de sécurité (FDS) associées sont présentes sur site et archivées informatiquement. Néanmoins, ces produits dangereux ne sont pas consignés dans l'état des stocks.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La CVR Bourdoul doit justifier d'un état des stocks exhaustif comprenant les matières dangereuses présentes dans l'entrepôt.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : AR26 - Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entrepôt comprend 3 cellules dont une dédiée aux matières sèches de 1 932 m², une dédiée aux produits finis de 5 692 m² et une zone de 2 035 m² dédiée à l'embouteillage.</p> <p>Sur la base des plans métrés des stockages, l'inspection a contrôlé par sondage le respect des exigences sur les conditions de stockage.</p>

<p>Au sol, le respect des conditions de stockage est garanti par un marquage. Néanmoins le plan des stockages n'indique pas les surfaces maximales des îlots au sol.</p> <p>Le stockage en hauteur est déterminé par les palettiers fixes. D'après le dossier, le bâtiment comprend une hauteur de 10 m (hauteur utile 7,5 m en point bas). Le bas de palette est fixé à une hauteur de 4,6 m, soit une hauteur de stockage maximale de 6,5 m. Ainsi, la distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux éléments de structure.</p> <p>Enfin, les matières dangereuses liquides employées pour l'entretien et le nettoyage, sont entreposées au sol sur une faible zone dédiée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La CVR Bourdoul doit justifier une surface maximale des îlots au sol de 500 m².</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : AR26 - Eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé. Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site.</p>

<p>Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction déterminé selon les méthodes de l'instruction technique D9A « Défense contre l'Incendie ».</p> <p>D'après les éléments du dossier initial, en cas d'incendie au niveau du local de stockage des produits finis (plus grande surface non recoupée par des murs coupe-feu), les besoins en rétentions sont de 1 227 m³.</p> <p>Afin de contenir les eaux incendie, le bâtiment est construit en rétention comprenant la forme des pentes des locaux et des rehaussements au niveau des portes. La capacité de stockage est de 1 000 m³.</p> <p>En complément, la conception de l'entrepôt prévoit qu'une partie des eaux incendie soit contenue au niveau des quais offrant une capacité de 700 m³. Le réseau pluvial périphérique extérieur est obturé automatiquement par ballon asservi à l'alarme.</p> <p>Ainsi, la capacité de 1700 m³ permet de stocker l'ensemble des eaux d'extinction d'un Incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : AR26 - Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.b La détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une détection de tout départ d'incendie, assurée par le système d'extinction automatique (type sprinklage).</p> <p>La détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et transmet l'information de l'alarme en tout temps à l'exploitant (astreinte).</p> <p>En parallèle, une alarme spécifique retenti en cas de perte de pression d'eau dans le réseau de sprinklage.</p> <p>L'exploitant a présenté le certificat APSAD de conformité N1, justifiant l'adéquation du dispositif</p>

<p>avec l'activité de négoce vinicole.</p> <p>L'actionnement du compartimentage des cellules est autonome.</p> <p>L'inspection a consulté en séance le registre de sécurité et les derniers rapports de maintenance du système par la société UXELLO, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la visite triennale du sprinkler et SAG en date du 10/12/2025 ; - la 1ere visite semestriel sprinkler type Q1 le 19/02/2026 ; <p>et le rapport vérification du dispositif de compartimentage des cellules par la société CHUBB en date du 25/02/2026.</p> <p>Le rapport de visite triennale relève des observations et l'exploitant a présenté les devis de mise en conformité associés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La CVR Bourdoul doit justifier la levée des observations émises par le rapport de visite triennale du sprinkler par la société UXELLO en date du 10/12/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : AR26 - Moyens de lutte contre l'incendie (applicables aux sites existants)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau prévu au deuxième alinéa du présent point. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. »</p> <p>Pour les installations déclarées avant le 30 avril 2009, les points autres que celui relatif aux extincteurs au deuxième tiret ci-dessus ne sont applicables qu'à compter du 1er juillet 2020.</p>

Constats :

La défense incendie est assurée par le dispositif autonome de sprinklage, un réseau RIA et des extincteurs.

L'exploitant a présenté la note de dimensionnement des moyens D9 qui définit un volume d'eau de 240 m³/h pendant deux heures, soit 480 m³ pour l'extinction d'un incendie dans l'entrepôt.

Le sprinklage est alimenté par :

- la source A : cuve de 30 m³ avec un débit de 60 m³/h;

- la source B : cuve 560 m³ avec un débit de 400 m³/h;

soit un total de 590 m³ supérieur au volume réglementaire pour l'entrepôt.

A noté que le dispositif de sprinklage est dimensionné pour l'extinction de l'ensemble du site, comprenant également les bâtiments voisins dont la cave. Une réserve additionnelle de 360 m³ équipée de raccords pompiers, est re-alimentée par forage.

En complément de la maintenance du dispositif de sprinklage (point de contrôle précédent), l'exploitant a présenté les rapports de vérification :

- du réseau RIA par la société UXELLO en date du 15/04/2026 ;

- des extincteurs par la société CHUBB en date du 01/2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : AR26 - Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;

- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;

- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de

<p>la présente annexe ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le plan de défense incendie de l'entrepôt. Si le plan comprend les principales pièces listées par l'article 23, l'inspection relève l'absence de documents prévus réglementairement. Certains éléments sont néanmoins présents dans le dossier ICPE. Ainsi, le plan de défense incendie nécessite d'être complété et compilé afin d'être exhaustif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La CVR Bourdoul doit justifier que l'entrepôt dispose d'un plan de défense incendie exhaustif, en complétant le document notamment par les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 (plan des locaux, des réseaux et consignes) ; - la localisation des interrupteurs centraux ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours. <p>Le plan de défense incendie mis à jour doit être transmis aux services d'incendie et de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : AR26 - Effets thermiques sur les tiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans</p>

<p>son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les parois externes des cellules de l'entrepôt étant éloignées des limites du site d'une distance inférieure à 20 mètres (environ 15 m mesuré en séance sur le site géoportail), cette nouvelle exigence « post incendie Rouen » est applicable depuis le 1er janvier 2026 à l'entrepôt soumis au régime déclaratif.</p> <p>L'inspection a rappelé que lorsque l'étude de flux met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² en limite de site, l'exploitant doit mettre en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m² :</p> <ul style="list-style-type: none"> « - soit un système d'extinction automatique d'incendie ; « - soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m² ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. <p>L'exploitant s'appuie sur l'étude de flux thermique d'ores et déjà réalisée en mai 2012 lors de la création de l'entrepôt. Les résultats présentent un flux thermique inférieur à 3 kW/m² en limite de site. L'entrepôt est néanmoins équipé d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : AR26 - Distances d'éloignement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 2.III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le III (sauf le dernier alinéa) du point 2 de l'annexe II sont applicables au 1er janvier 2025. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>« La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p>« Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <ul style="list-style-type: none"> « - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ; « - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie. <p>« Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt.</p> <p>« Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces</p>

installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m ³ de matières ou produits combustibles et à 1 m ³ de matières, produits ou déchets inflammables. « A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté. »
Constats : Lors de la visite, l'inspection a vérifié la présence de stockages extérieurs. Il s'agit d'une faible quantité de déchets (balles de plastiques, contenants vides) et de palettes. Ces derniers sont situés à 10 m des parois externes des cellules de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Point complémentaire - Modalités d'autosurveillance des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2003, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Tous les points de prélèvement des eaux (forage) ou les raccordements au réseau public de distribution d'eau potable doivent être équipés de dispositifs de mesures totalisateur des quantités d'eau prélevés. Les relevés des quantités sont effectués une fois tous les deux mois et consignés dans un registre. Sauf cas de force majeure, les prélèvements autorisés à partir du forage sont inférieurs aux valeurs suivantes : - débit instantané : 10 m ³ /heure - volume annuel : 5 000 m ³ /an Les résultats des relevés de consommation d'eau doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées accompagnés de tout commentaire éventuellement nécessaire à leur compréhension ou à leur justification
Constats : Les points de prélèvement AEP et forage sont équipés de compteurs. Si les mesures de consommation d'eau doivent être relevés au minimum une fois tous les deux mois, les prélèvements sont consignés dans un registre plus régulièrement, soit par quinzaine tout au long de l'année. Plus précisément, l'exploitant consigne le volume de l'entrée générales et les divisions pour la cave et l'entrepôt comprenant l'embouteillage. Concernant le forage, le volume prélevé est bien inférieur à 5 000 m ³ /an (moyenne comprise entre 1 000 et 2 000 m ³ /an). La consommation d'eau moyenne annuellement sur le réseau AEP est d'environ 15 000 m ³ . En 2024, l'agence de l'eau a signalé un faible taux de collecte des effluents au regard du volume d'eau consommé en 2023. Après recherche de fuite sur le réseau d'eau et une vérification de l'étanchéité de la canalisation d'effluent, l'exploitant a détecté : - février 2023 : vanne NEP bloquée ouverte ; - mai 2023 : fuite sur canalisation enterrée ; - juillet 2023 : vanne ouverte par négligences ; - décembre 2023 : fuite avant compteur ;

<p>entraînant une surconsommation d'eau notable. La vérification du compteur de refoulement et le contrôle du réseau de collecte des effluents après une mise en pression, confirment par ailleurs le bon état du dispositif de traitement.</p> <p>L'inspection a rappelé que les relevés des quantités d'eau consommées, doivent être analysés afin de détecter immédiatement toutes anomalies.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Point complémentaire - Prélèvement et consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2003, article 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée : Afin d'éviter tout retour de liquide pollué dans le milieu souterrain, les installations de prélèvement doivent être munies de dispositifs de protection anti-retour reconnus efficaces.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la présence sur le réseau de prélèvement du forage, d'un dispositif de protection anti-retour reconnus efficaces, à savoir un disconnecteur de type B.A employé en exploitation industrielle et contrôlable. Le réseau AEP est quant à lui équipé d'un disconnecteur de type B.A dont le contrôle a été présenté en séance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La CVR Bourdouil doit justifier que le réseau de prélèvement du forage est équipé d'un disconnecteur de type B.A.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>